

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
- programme communiste -
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

15^e ANNÉE - N° 257
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
31 déc. - 13 janv. 78

Les promesses de la bourgeoisie pour 78 :
plus d'élections, plus de réformes, plus d'austérité, plus de bâton...

Et si la classe ouvrière disait enfin son mot ?

C'est sous le signe de la guerre commerciale et monétaire que s'ouvre l'année 1978. Encore une fois le dollar baisse au moment de la négociation des prix du pétrole et remonte dès que la stabilité de celui-ci est garantie pour quelques mois : encore une fois, le dollar « se laisse aller » par rapport au yen et au mark pour contraindre les deux grands concurrents de l'Amérique à limiter leurs exportations.

Encore une fois, l'omniprésente Amérique se sert de sa puissance financière et politique pour contenir la concurrence acharnée de l'Allemagne et du Japon sur l'alliance desquels elle fonde sa nouvelle stratégie, mais qui sont en même temps les plus dangereux perturbateurs de l'ordre international. Europe et Japon sont des concurrents des Etats-Unis mais sont en même temps concurrents entre eux. C'est ainsi qu'au moment où la C.E.E. cherche à restructurer sa sidérurgie en taxant les importations sous l'incitation de la France, arguant que les U.S.A. le font déjà, ces derniers lancent l'accusation de dumping contre les aciers japonais, mais aussi contre les aciers européens, désormais plus vendus sur le marché américain que les aciers nippons !

Dans cette guerre de tous contre tous, dans un monde saturé de capital-marchandises, de capital-argent, de marchandise

force de travail, il n'y a d'autre solution que de vendre plus à l'étranger et d'y acheter moins, c'est-à-dire de prendre la part du voisin : objectif grandiose s'il en est !

L'année 1978 s'ouvre également sous le signe de l'austérité générale et renforcée. En effet, bourgeois et opportunistes présentent au prolétariat les sacrifices comme nécessaires pour aider l'économie nationale à surmonter la crise, pour faire un gâteau plus gros et ainsi augmenter la part des ouvriers. Et depuis que les plans d'austérité sont en route, les salaires ont baissé : en France, de 3% en moyenne en 77 selon les chiffres officiels des syndicats, en Angleterre de 4 à 5% en 76 et de 6 à 7% en 1977. Le chômage a considérablement augmenté, dépassant en moyenne dans tous les pays riches 5% de la population active, c'est-à-dire un travailleur sur vingt, et souvent un

DANS CE NUMERO

- En Suisse aussi, la démocratie se blinde
- Force et violence dans la guerre permanente entre les classes
- En Sardaigne un exemple de solidarité ouvrière
- La chasse aux immigrés aux U.S.A.
- Contre le terrorisme de la bourgeoisie, solidarité et autodéfense ouvrières !

travailleur sur dix dans certaines régions. Et que dire des pays pauvres où l'impérialisme avait déjà rejeté le chômage pendant les périodes de prospérité ?

Dans les pays où la bourgeoisie s'en (suite page 2)

L'agression criminelle de la France au Sahara

Les récentes interventions, le 15 et le 18 décembre, de l'aviation française en Mauritanie, qui font suite au renforcement du dispositif militaire dans cette région (voir Le Prolétaire, n° 255), et ont fait pleuvoir le napalm et le phosphore sur les courageux combattants sahraouis, relèvent bien de l'agression impérialiste la plus caractérisée contre une population brutalement chassée de son territoire, au nom d'un accord de partage pur et simple de son sol entre le Maroc et la Mauritanie sous l'égide de la France.

Quant à « l'appui » à la Mauritanie en vertu des « traités d'amitié », il signifie en fait la fin des velléités d'indépendance de cette dernière et l'intensification de la mainmise de l'impérialisme français sur cet Etat afin de protéger ses intérêts économiques et stratégiques dans la région et de maintenir l'équilibre entre le Maroc et l'Algérie au profit des intérêts de brigand de la France dans tout le Maghreb.

Le prolétariat français doit dénoncer et combattre avec la plus extrême vigueur ce renforcement du militarisme et de l'impérialisme qui pèse sur les épaules des populations sahraouies et de toutes les masses exploitées du Maghreb, mais aussi sur les siennes.

Il ne peut confondre sa voix avec celle des Mitterrand, des Maire et des Marchais qui font de l'« autodétermination des populations sahraouies » une phrase vide, puisqu'ils ont posé en principe plus important encore la « libération des otages », en emboîtant le pas au gouvernement français, qui n'aurait sans doute pu réussir sans eux dans cette affaire, et en se comportant une fois de plus dans cet épisode comme les commis voyageurs de l'impérialisme français. (suite page 2)

Les accords d'Ismailia

Contraints à la paix par une situation économique catastrophique, Begin et Sadate ne sont d'accord sur rien du point de vue des intérêts économiques et stratégiques de leurs Etats respectifs. Mais cela passe bien au second plan par rapport aux besoins d'ordre social : éviter des explosions sociales chez eux et désamorcer la bombe palestinienne.

Begin et Sadate sont en désaccord sur la question palestinienne. Mais au fond, quelle est la différence entre la position qui concède l'autonomie administrative pour Gaza, la Samarie et la Judée, et celle qui revendique la création d'un Etat palestinien, mais démilitarisé et coincé entre Israël armé jusqu'aux dents et les bédouins de Hussein, sans parler de tous les bouchers et candidats-bouchers des alentours ?

Voilà bien le genre de différend qui prête au compromis, celui de la création d'un Etat palestinien fédéré avec la Jordanie, idée que garde prête, comme par hasard, la grande et bienveillante Amérique. Et n'est-ce pas elle qui tient les cordons de la bourse, à Jérusalem comme au Caire ? Il faut dire de plus que ce différend a l'avantage de permettre à Sadate de ne pas attaquer de front la position de la Syrie et de lui laisser le temps de réfléchir et de se remettre de ses déceptions, arabo-dollars aidant, ni celle de l'OLP, le temps que son aile droite, favorable au plan Sadate, parvienne à bien ficeler son aile gauche. Cela commence bien puisque Habache lui-même s'est aligné à Tripoli sur la position qu'il condamnerait jusqu'ici chez Arafat. Inutile de dire qu'il n'y a qu'une chose qui soit oubliée dans tout cela : c'est l'intérêt des masses exploitées de toute la région. Et pour cause !

Le « Manifeste pour le socialisme » du P.C.R. (ml)

Une utopie réactionnaire sur toute la ligne

Marx et Engels ont permis il y a plus d'un siècle de dépasser le socialisme utopique en donnant à la doctrine de l'émancipation du prolétariat un caractère scientifique, mais cela n'empêche pas les projets et contre-projets d'une société future idéale — aux yeux de leurs auteurs — de fleurir encore aujourd'hui sur le marché des idées de l'extrême gauche. Un des derniers « modèles » en date est celui que le PCR nous donne dans son Manifeste pour le socialisme.

Pour nous, qui sommes convaincus que les structures sociales ont leurs fondements dans l'évolution déterminée des rapports économiques, ce Manifeste n'offre, pris en lui-même, aucun intérêt et ce n'est évidemment pas sur le terrain du « meilleur socialisme » que nous lui répondons. Mais il révèle à travers les aspirations qu'il cristallise, l'inconsistance théorique de ce courant et sa nature tout à fait étrangère au marxisme et au prolétariat.

Pour ces disciples fervents de Staline, le socialisme ne peut, bien sûr, être conçu autrement que dans les limites de l'hexagone : c'est « la France socialiste de demain ».

« Un aspect essentiel de la rupture avec le caractère impérialiste de la société française, lit-on page 67, consiste à mettre aux postes de commande dans l'édification du socialisme la politique de « compter sur ses propres forces ». Cela signifie que le socialisme doit se construire en s'appuyant sur toutes les ressources nationales, qu'il s'agisse des matières premières, de l'énergie, et en développant la production de tous les biens nécessaires pour la consommation des masses comme pour le fonctionnement de l'économie ».

La thèse de la construction du socialisme dans un seul pays n'est pas nouvelle. Elle fut découverte en 1926 pour camoufler l'abandon de la révolution prolétarienne par la direction stalinisée de l'Internationale. Dans la Russie prolétarienne isolée de tou-

tes parts — non par un choix voulu de ses dirigeants mais du fait de l'échec de la Révolution en Europe — cette thèse traduisait la pression de la petite production dominant dans l'économie et tendant naturellement à développer un capitalisme national, et répondait au besoin aigu d'une stabilisation pour les couches sociales correspondantes. Ces forces centrifuges, Lénine et les bolcheviks espéraient les maîtriser dans la main de fer de l'Etat prolétarien en attendant que la révolution dans les pays capitalistes avancés leur apporte les techniques et les richesses matérielles qui permettraient d'en triompher définitivement de la seule façon possible, c'est-à-dire en passant à un mode de production supérieur. En fait, en s'appuyant sur le reflux général du prolétariat d'Europe et la force de l'impérialisme, elles devaient emporter définitivement le parti bolchevik et l'Internationale, les transformant en instrument de la contre-révolution. A l'époque nous montrions déjà que cette soi-disant « théorie » contenait le chauvinisme, le pacifisme social et le collaborationnisme qui allaient dorénavant se faire sentir toujours plus ouvertement dans la ligne d'action des ex-partis communistes.

Les sous-produits maoïstes de cette longue dégénérescence tentent aujourd'hui de remettre cette théorie à l'honneur. Mais c'est un abîme qui les sépare même de Staline. Défendue par ce dernier, la thèse du socialisme en un seul pays recouvrait au moins la marche en avant d'un capitalisme qui, bien que s'effectuant dans le cadre politique d'un Etat façonné par la contre-révolution mondiale, restait néanmoins, sur le plan économique, historiquement progressif en Russie et en Asie. Une telle thèse, appliquée à l'impérialisme français ultra-développé, n'est plus qu'une ineptie réactionnaire sur toute la ligne.

C'est ainsi que, là où règne le monopole géant dont Lénine dit dans l'Impérialisme qu'il est « un immense progrès pour l'humanité » du point de vue économique, c'est-à-

dire du point de vue de l'utilisation des ressources de la planète, il faudrait selon le PCR « aller à contre courant de la spécialisation internationale poussée à l'extrême par l'impérialisme » (p. 67).

C'est ce que le PCR, qui résoud ainsi à sa façon la contradiction qui oppose les forces productives aux structures devenues trop étroites pour elles, appelle « rompre avec l'impérialisme » ! Marx écrivait dans le Manifeste : « Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays, elle a ôté à l'industrie sa base nationale [...] AU GRAND DESESPOIR DES REACTIONNAIRES (souligné par nous — NDR) ». Au contraire, le socialisme national du PCR revient délibérément sur le caractère cosmopolite de l'économie, où Marx voyait un fait révolutionnaire. Nous apprenons ainsi que le prolétaire socialiste français ne connaîtra ni le café ni le cacao, « que le climat tempéré de la France ne permet pas de produire » (p. 72) ; vive la chicorée donc ! Et les prolétaires d'Afrique vont-ils être contraints à des indigestions de cacao que les conditions équatoriales leur permettent de produire plus facilement qu'ici ? Certaines matières premières indispensables à l'industrie fontelles, comme le cuivre, totalement défaut sur le sol national ? Eh bien, l'imagination socialiste y pourvoiera ! Quant au pétrole, on l'économisera d'abord et on y suppléera ensuite par des « milliers de petits barrages au fil de l'eau de quelques Kwh » (sic) (p. 70). Tout est de la même veine... Gageons, quant à nous, que les échanges commerciaux, réintroduits par la bande (p. 68), certes comme « aspects secondaires de l'activité économique », « limités » et établis « sur la base des principes d'égalité et d'avantage réciproques » — le juste commerce, cette autre tarte à la crème de l'utopie petite.

(suite page 3)

Leurs copains

Le général Binoche est gaulliste, président d'honneur de l'Union des républicains de progrès. Voici ce qu'il a déclaré à L'Humanité (15-12-1977) :

« Je pense que je représente un vieil honnête homme, nationaliste, anti-allemand, anti-européen, profondément attaché aux valeurs du patriotisme français avec des idées de gauche [...] »

Mon amitié avec les communistes ne date pas d'hier. Elle s'est forgée tout d'abord pendant la guerre et nous avons fait la Résistance ensemble. Et vous savez, poursuivre les mêmes buts, courir les mêmes risques, cela attache les gens. [...] »

Il y a une deuxième chose que j'apprécie chez vous : votre opposition au général de Gaulle n'a jamais été vile et basse ; elle n'a jamais revêtu un caractère insultant ou déshonorant. C'était une position qui se plaçait sur le plan économique. [...] Enfin aujourd'hui votre Parti est le seul qui fasse montre de clairvoyance sur le plan extérieur. Rien ne peut nous arriver d'heureux en France si l'idée qui nous mène n'est pas nationale. Moi-même, je suis bien peu européen car j'y vois simplement une couverture de l'Allemagne.

L'idée qui nous tient ensemble, la convergence entre vous et moi, c'est l'importance de l'Etat ; le sens de l'Etat, le général de Gaulle le voyait très grand chez Maurice Thorez. Prenez, par exemple, les entreprises d'Etat : ce sont les plus importantes.

Patriote, anti-allemand, ayant le sens de l'Etat, favorable aux nationalisations : ce général est un vrai « communiste » !

Sahara

(Suite de la page 1)

Quand ils se vantent d'avoir fait libérer les otages, il faut que les prolétaires se souviennent d'abord qu'il n'y a pas de guerre sans otages et que leur impérialisme mène contre les populations sahraouies une guerre qui n'est pas celle de la classe ouvrière ; il faut qu'ils sachent aussi que ces partis dépendent beaucoup moins de salive et de sueur pour combattre les expulsions par l'Etat français de militants ouvriers et d'opposants aux régimes maghrébins.

S'il est vrai que le Polisario cherche à s'appuyer sur les partis de la « gauche démocratique » pour faire valoir ses intérêts, nous devons dire que ce qui guide ces derniers dans leur « opposition » à la politique gouvernementale ce n'est ni l'intérêt du prolétariat ici ou en Afrique, ni celui de la lutte des masses sahraouies, ni même ceux du Polisario : c'est celui des secteurs de l'impérialisme français qui ont un pied en Afrique et dont les besoins convergent dans la question saharienne avec ceux de l'Etat algérien.

Le véritable soutien désintéressé à la lutte des masses exploitées en révolte contre l'oppression impérialiste, c'est le prolétariat qui peut le donner en retournant à la lutte de classe contre l'Etat impérialiste, avec le parti marxiste révolutionnaire.

Contre l'intervention criminelle de la France en Mauritanie et au Sahara ! Impérialisme français hors d'Afrique !

Pour le droit à l'autodétermination des populations sahraouies ! Solidarité prolétarienne avec les masses exploitées en révolte contre l'oppression impérialiste !

Et si la classe ouvrière disait enfin son mot ?

(Suite de la page 1)

tire mieux, le prolétariat a-t-il gagné quelque chose ? En Allemagne où l'excédent commercial grandit toujours, les salaires devront encore néanmoins être bloqués et la bourgeoisie se plaint que le coût du travail y soit le plus élevé du monde. Et ici où le franc vient d'être entraîné par le dollar, la Chambre de commerce de Paris prévoit pour l'année prochaine que notre chère patrie va battre ses records d'augmentation dans la part du marché mondial (3% d'augmentation pour 1,5% à l'Allemagne!). Et la conclusion qu'en tire la bourgeoisie, c'est qu'il faut comprimer encore plus les salaires, et pour une longue période, comme nous en préviennent Barre !

Dans les secteurs où les exportations grandissent de façon astronomique, comme l'aéronautique où elles ont augmenté de plus de moitié en un an, l'emploi a-t-il augmenté ? Non, les effectifs ont même été légèrement réduits. Dans tous les secteurs, des entreprises ferment, les départs ne sont pas compensés par l'embauche, quand il n'y a pas de licenciements. Aussi n'est-il pas étonnant qu'au moment où le patronat jette la poudre aux yeux de son plan d'embauche des 300.000 jeunes dont les objectifs auraient été dépassés et où le gouvernement se félicite de la « baisse du chômage » (sans doute grâce à la réglementation contre le travail des femmes et des vieux, aux contrats de licenciement généralisé des jeunes sous prétexte de formation, à la chasse aux chômeurs, aux mesures anti-immigrés, etc.), l'I.N.S.E.E. explique que les effectifs au travail ont diminué et l'O.C.D.E. prévoit pour la France une augmentation du nombre des chômeurs officiels de 200.000 pour 1978.

Mais les travailleurs qui conservent leur emploi sont aussi victimes des restructurations sauvages, des cadences folles, de la dégradation des conditions de vie et de travail, de la généralisation du travail posté, de la perte des fameux « avantages acquis » et de l'intensification du despotisme d'usine.

Ce que les bourgeois et les réformistes oublient de dire aux ouvriers, c'est que dans tous les pays, pauvres ou riches, à l'échelle internationale, le capital est contraint, par son mécanisme propre, par ses lois inéluctables, à restaurer son profit — laminé par les conséquences de l'expansion capitaliste elle-même — pour que sa machine marche, et que la seule issue qu'ils peuvent promettre à la classe ouvrière, encore à l'échelle internationale, c'est l'austérité accrue, pour prix de l'illusion qu'on lui a inculquée pendant des années sur l'expansion capitaliste qui pouvait alléger durablement son sort. Et avec cela, un sort moins misérable peut-être momentanément dans les pays plus riches, mais au prix de la collaboration dans la guerre commerciale, prélude à la guerre tout court. Bref, tout ce beau monde cache à la classe ouvrière qu'il n'y a pas pour elle d'issue possible sans bouleversement révolutionnaire.

Il est certain que la politique d'austérité serait impossible sans la soumission complète des représentants officiels de la

classe ouvrière aux exigences de la sacrosainte économie nationale, même dans notre cher pays où ils sont dans une opposition « irréductible », verbalement s'entend, à l'austérité, ce qui ne les empêche pas de réclamer un effort d'exportation et pour cela des nationalisations qui rendent l'économie plus compétitive tout en préservant quelques miettes pour les bureaucraties syndicales, et en demandant la protection des marchés nationaux. Ceci revient à rejeter le chômage et la crise sur les autres pays, et à opposer les prolétaires d'ici à ceux des autres pays où ils sont pourtant dans la même situation. Ceci veut dire aussi le contrôle renforcé de l'immigration, autrement dit la persécution policière d'un ouvrier sur quatre et la paralysie de toute la classe. Et enfin, comme conséquence logique, une armée plus forte afin de mieux défendre ces acquis « nationaux » !

**

Mais l'année 1978 s'ouvre aussi sous le signe du risque d'explosions sociales accrues. La crise a déjà provoqué de véritables flambées de luttes ouvrières dans les pays jeunes où elle n'est pas amortie par l'opportunisme, de l'Egypte au Maghreb, de l'Amérique latine à l'Afrique du Sud. Elle a suscité une lutte plus entêtée dans les pays capitalistes plus faibles comme l'Espagne ou la Pologne. Mais voici que même au sein de l'Europe repue, aux conflits hyper-amortis par le réformisme, les bourgeois s'inquiètent : « Notre paix sociale actuelle est d'autant plus factice que, même dans les pays où l'on a « acheté » la modération syndicale, une rébellion semble poindre », note l'Expansion de novembre 77.

Cette revue montre comment la bourgeoisie française, qui « reste perplexe devant l'absence de réactions » à l'austérité, considère avec d'autant plus de sérieux un risque d'explosion qu'ici, à la différence des autres pays d'Europe et d'Amérique du Nord, les sacrifices ont été exigés « sans contrepartie », c'est-à-dire sans miettes compensatrices avec lesquelles corrompre certaines couches, sans donner davantage de « pouvoir aux syndicats », bref « unilatéralement », sans concertation, sans politique d'intégration contractuelle des syndicats, sans collaboration ouverte entre le gouvernement et l'opposition.

Qu'est-ce qui a permis ce véritable tour de force ? Le grand règlement de comptes politique prévu pour mars 78 exerce certainement un effet suspensif sur la lutte sociale. Comme l'explique cyniquement Jacques Delors : « Actuellement, les travailleurs ne font pas grève parce qu'ils pensent obtenir davantage par les élections ». Miracle de la démocratie, qui parvient ainsi à éteindre les étincelles de lutte de classe par le mirage de l'alternance gouvernementale et du jeu électoral et parlementaire !

Cependant, si l'on a réussi à lanterner la classe ouvrière pendant deux ans avec ces élections, « que ce soit la droite ou la gauche qui gagne en 1978, explique encore l'ineffable Delors, de toute manière la navigation deviendra plus difficile.

Avec la droite, il y a un risque très élevé de raidissement de la base ; avec la gauche, le problème sera de répondre raisonnablement à la part du rêve... »

Ainsi, les grandes manœuvres de préparation de l'après-mars 78 ont commencé. Le patronat a tenu en octobre dernier des assises où il a élaboré une « stratégie » : « Quel que soit le vainqueur des élections, il faudra tout de même « payer » quelque chose en 1978 », et l'on discute sur la cinquième semaine de congés payés, l'abaissement de l'âge de la retraite ou autres mesures susceptibles de procurer le plus de spectacle aux moindres frais... Quant aux syndicats, ils « craignent et préparent l'après-mars 78 », titre Les Echos du 19-12 après avoir affirmé : « Il y aura un troisième tour aux élections ; il est social et se prépare ».

La politique de réformes qui s'annonce devra donc cette fois surmonter le handicap existant par rapport aux voisins, en instaurant une collaboration plus institutionnelle entre syndicats et gouvernement, et en cherchant à régler les conflits du travail, comme cela s'est parfaitement révélé dans le conflit E.D.F.

Il s'agit là d'une opération délicate. D'un côté l'ampleur du retard accumulé oblige à un grand numéro de cirque parlementaire et gouvernemental pour faire passer la pilule aux travailleurs. De l'autre côté, la bourgeoisie a intérêt à repousser, pour plus d'efficacité également, la mise en place d'un gouvernement socialiste jusqu'à l'éclatement d'une vague sociale, en avril-mai par exemple, ou en octobre, ou plus tard.

N'est-ce pas la prévision de cette perspective — entre autres — qui a provoqué la cassure brutale — et temporaire — de l'Union de la Gauche, afin que le P.C. puisse appuyer la politique de réformes et d'austérité de l'extérieur, tout en cherchant à canaliser les réactions possibles grâce à une opposition verbale, quitte à venir au gouvernement à son tour, mais plus tard ?

Quoi qu'il en soit, pour parer à toute éventualité, les confédérations font le ménage systématique dans les syndicats, dans une convergence totale avec le patronat et l'administration qui intimide les travailleurs combattifs, et tout ce beau monde, bras dessus, bras dessous, assène sa campagne antiviolence, tandis que les polices publique et privées s'attachent à frapper les éléments et les secteurs qui se mettent en avant des luttes.

Pendant que l'adversaire se prépare sur ce terrain réel de la lutte de classe, le pantin et les bavards d'extrême-gauche abandonnent les derniers principes par lesquels ils prétendaient se lier à la tradition du marxisme révolutionnaire et vont jusqu'à désertir les luttes immédiates, trop occupés qu'ils sont à démontrer le besoin d'un gouvernement de gauche et à préparer... les élections !

Et si, malgré tout, cette explosion sociale advenait cette année ? Nous serions impardonnables de ne pas y être prêts pour pouvoir l'aider de toutes nos forces et y mettre la semence qui permettra demain la reprise révolutionnaire de classe.

En Suisse aussi, la démocratie se blinde

En Suisse, paradis de la « Paix sociale » depuis quarante ans, la démocratie se blinde, malgré les pseudos « droits populaires » que sont les droits d'initiative et de référendum.

La bourgeoisie, magnifiquement secondée par la social-démocratie historique, fourbit ses armes, tant juridiques que policières pour affronter un jour le réveil du prolétariat. Depuis quelques temps, beaucoup d'indices sont apparus. En 70 déjà, le Conseil Fédéral avait essayé de faire passer son projet d'une Police mobile intercantonale (P.M.I.), « groupe de choc » prêt à intervenir en tout temps et en tout lieu pour écraser tout mouvement de révolte susceptible de perturber de façon dangereuse l'ordre public. Après l'échec de cette tentative, Furgler vient de proposer aux chambres un nouveau projet : la Police fédérale de sécurité (P.F.S.) constituée de 1.000 hommes équipés d'armes de guerre (blindés, pistolets mitrailleurs, etc.) dont le crédit de départ a été demandé et fixé à 7 millions, « pour maintenir l'ordre intérieur ».

A l'unanimité moins une voix, le Conseil des Etats a accepté le projet, gageons qu'il en sera de même pour le Conseil national à la prochaine session parlementaire.

Et devant cette nouvelle preuve de renforcement de la « démocratie helvétique », trente organisations de gauche (!!!) ont décidé le 8 octobre de lancer un référendum ! Bienheureuse démocratie qui possède non seulement la possibilité de s'armer à l'avance

contre les assauts futurs du prolétariat, mais possède également ces inépuisables amortisseurs du mécontentement que sont les « droits populaires » de la démocratie semi-directe ! Chaque fois qu'il faudrait s'opposer aux projets de renforcement du blindage de l'Etat bourgeois en se plaçant sur le terrain de classe, du centre gauche à l'extrême-gauche (L.M.R.), c'est la même réponse sur le terrain de la démocratie bourgeoise : **lançons un référendum, lançons une initiative !** D'un côté, 1.000 hommes prêts à tout, bardés de cuir et d'acier, de l'autre trente organisations béantes s'escrimant à faire signer 50.000 fois une feuille de référendum !

Alors que l'Etat est intervenu à Moutier comme en pays occupé, avec les grenadiers, que plusieurs chasses aux sorcières ont été organisées en Argovie pour trouver les contacts de la R.A.F. et que dans plusieurs cantons sont placardés dans les bâtiments publics les têtes des membres recherchés de la R.A.F. en faisant appel à la délation la plus basse, alors que le 27 janvier 77 Furgler signait la « Convention européenne contre le terrorisme » et que le procès des anarchistes Peter Egloff et Daniel Von Arb s'est terminé en septembre par de lourdes peines de prison dans l'indifférence générale, alors que des troupes spéciales des polices cantonales s'entraînent au « camp de Drogens » à la lutte antiguerrilla et que la presse suisse comme ses consœurs européennes a

entamé une campagne d'intoxication contre les militants de la R.A.F., c'est toujours la même réaction automatique dans tout l'éventail de gauche : **le référendum...**

Pour tous ces gens, qui ne savent que pleurer sur la dureté de l'Etat, il n'est pas question de placer la lutte sur le terrain de la lutte de classe. Toujours en retard d'une longueur sur la préparation de l'Etat dans sa lutte contre le danger prolétarien, nos « distingués hommes de gauche » ne savent que lui courir après avec sous le bras un paquet de feuilles signées. Et dans cette mascarade, où la « gauche bourgeoise » se contente d'une opposition loyale et démocratique, l'Etat prépare dans les coulisses des armes qui, le moment venu, devant le danger prolétarien, seront admises par tous les « partis ouvriers-bourgeois » au nom de la défense de l'économie nationale, de la patrie, bref au nom de la défense de l'ordre bourgeois face au « chaos prolétarien ».

Y a-t-il meilleure démonstration du fait que les mécanismes de la démocratie représentative non seulement ne servent pas à défendre la classe ouvrière de l'oppression du capital et de son Etat, mais encore constituent un instrument de son désarmement politique et matériel face à l'ennemi ? Quant à ceux qui prétendent les utiliser contre ce dernier, ils ne font en réalité que se servir de leur paravent pour faire tranquille leur boulot.

1^{er} prix au palmarès de la collaboration des classes

Après la quinzaine d'action dans l'EDF, la bourgeoisie tire à travers le quotidien Les Echos du 16 décembre 1977 un bilan des services rendus. Et les compliments de pleuvoir sur les directions syndicales ! Premier au palmarès de la collaboration de classe, André Bergeron : « Grâce à (sa) centrale, le gouvernement n'a pas été isolé face au monde du travail. FO de son côté, a eu besoin du gouvernement pour maintenir la politique contractuelle, condition même de son identité et de son existence ». Prix d'honneur, la CGT : « Depuis le 1^{er} décembre, chacun a pu noter l'équilibre des propos de M. Pauwels, le patron [sic] des électriciens cégétistes, l'extrême prudence dans la tactique, la souplesse dans les rapports de force, la modération dans le choix des actions, la progressivité dans la riposte, la vigilance vis-à-vis des risques de débordement et la disponibilité pour saisir la moindre ouverture ».

Si la CFDT ne s'en tire qu'avec un accessit, c'est que son comportement « a pu apparaître plus déterminé, plus combatif, plus résolu, plus jusqu'au boutiste ». Mais Les Echos ajoutent tout de suite que « chaque position commune intersyndicale a toujours été un savant compromis entre les positions en flèche de la CFDT et les choix prudents de la CGT » : la bourgeoisie sait faire la différence entre les braillards et les vrais opposants !

(suite de la page 1)

Parions que ce thème original disparaîtra de la propagande du PC au fur et à mesure qu'il s'engagera plus officiellement dans la cogestion de la nation et devra chanter à son tour les vertus de l'austérité.

Quant au loyalisme militaire, le PC en a donné des preuves éclatantes lors de l'épisode-test des comités de soldats, qu'il renouvelle en toute occasion (par exemple le dernier vote du budget militaire, sur lequel il n'avait que des objections d'orientation). Enfin les prolétaires d'outre-mer exploités par l'impérialisme français doivent savoir à quoi s'en tenir sur le soutien d'un parti qui fait les pires contorsions verbales, dans son programme, pour éviter la revendication d'indépendance des TOM-DOM, et qui demande le **contrôle de l'immigration** par l'Etat bourgeois.

Le loyalisme général de ce parti envers l'ordre bourgeois est tel qu'il le rend même incapable de mener ne serait-ce qu'un semblant de lutte pour la défense des « libertés », qui est venue remplacer dans son programme l'abolition du capitalisme : on l'a vu encore une fois avec la misérable dérobade de ces grands prêtres de la démocratie devant l'extradition de Klaus Croissant. On comprend dans ces conditions que les défenseurs du maintien d'un cache-misère marxiste, tels Althusser et autres philosophes respectueusement critiques, aient fini par baisser les bras et venir verser à leur tour quelques larmes sur ce qu'ils croient la mort du marxisme, et nous voyons dans leur découragement un signe positif : le

Le P.C. au service de la bourgeoisie

visage est trop déformé pour que le masque puisse tenir dessus ! Oui, vraiment, sur toutes les questions essentielles, la gauche bourgeoise, **PC compris**, est mûre pour gouverner !

Tout l'activisme propagandiste déployé actuellement par le PC ne peut guère faire illusion : la campagne falote sur les nationalisations s'épuise d'elle-même, la vieille rhétorique anti-PS reprise aux années de guerre froide sent la naphtaline. Car la direction ferme des luttes actuelles sur un terrain de classe serait la seule critique convaincante de la « trahison du PS ». Cela, le PCF en est bien incapable, et la « querelle » ne lui fait pas perdre la tête au point d'oublier sa haine de toute lutte étendue et décidée, à laquelle il essaie de substituer tout un éventail de gadgets-diversions : marches, cirques, caravanes sur le chômage, pétitions en tout genre..., cependant qu'il sabote et calomnie les luttes les plus radicales (comme celle des travailleurs immigrés), et essaie de lâcher un peu de vapeur dans les mouvements revendicatifs, comme les grèves de l'EDF et de la SNCF. On y voit le PCF se tortiller dans tous les sens pour orner avantageusement de ces mouvements (plus suivis qu'il ne l'espérait) sa façade de « parti de lutte » tournée vers la classe ouvrière, et en même temps continuer à jurer ses grands dieux (côté bourgeois) que « les électriciens et les cheminots n'ont pas pour objectif de nuire à leur patrie » et que l'« intransigeante » bourgeoisie

« porte seule la responsabilité de la grève » (André Wurmser dans l'Humanité du 9 décembre).

Et c'est aux genoux de ces Maître Jacques au service de la bourgeoisie que se traînent, sans parler du PSU et de l'OCI, les signataires de l'accord électoral de l'extrême-gauche (LCR-OCT-CCA, plus peut-être le PCR), en les adjurant de se réconcilier avec leurs compères pour faire cesser le désarroi des ouvriers ! Croyant avoir assez fait pour l'intransigeance révolutionnaire en qualifiant l'Union de la Gauche de « réformiste » et en assortissant les nationalisations du « contrôle ouvrier », ils s'appliquent à enfoncer dans la tête des éléments qu'ils peuvent influencer l'idée qu'un gouvernement de gauche serait un **progrès**, mieux, une **étape indispensable** dans la lutte politique générale, de même qu'ils posent de plus en plus le soutien des appareils syndicaux collaborationnistes comme condition nécessaire de la lutte immédiate. Les « comités d'unité des travailleurs pour un gouvernement PC-PS » que lance une fois de plus la LCR, dans l'espoir fallacieux de radicaliser des fractions entières de ces partis, ne pourront être, s'ils ont jamais un semblant de vie, que des pièges où s'enlisera l'énergie d'événements combattifs. Quant au « débordement » de ce gouvernement de gauche, qui reste théoriquement l'alibi de l'appui à l'opportunisme, il ne fait l'objet d'aucun accord programmatique : que la spontanéité des masses s'arrange par ses

propres moyens pour « déborder », cette spontanéité que les organisations centristes s'emploient déjà à brider dès qu'elle risque de prendre une allure trop directement anti-opportuniste (voir les grèves SNCF de 76, la grève de la Sonacotra, etc.) ! Il ne s'agit même plus là de suivisme, mais d'une pure et simple indifférence aux exigences générales de la lutte de classe dont ces mouvements se réclament pourtant en principe.

Les tâches d'un véritable parti révolutionnaire se situent sur un tout autre terrain. Elles consistent, aujourd'hui, tout en défendant et en propageant la théorie du communisme, et tout en renforçant l'organisation du parti charpentée internationalement autour des principes du communisme, issus non pas des flux et des reflux de la situation nationale contingente, mais des exigences qui naissent de la nature des rapports de classe, à travailler patiemment à **reconstituer** la force de classe autonome du prolétariat à partir des luttes immédiates suscitées par la crise et de la lutte contre l'impérialisme et le militarisme, dont le parti doit encourager les moindres germes.

Ce travail de préparation révolutionnaire et, en même temps, de défense immédiate des prolétaires ne peut se faire qu'en rupture résolue avec toute forme directe ou indirecte de loyalisme envers l'Etat et ses formes démocratiques, l'économie et la patrie bourgeoises, et avec toutes les forces qui les défendent, qu'il s'agisse des partis officiellement bourgeois ou des loyaux serviteurs opportunistes, pseudo-oppositionnels ou gestionnaires ouverts.

EDF : Défendre l'arme de la grève

(suite de la page 1)

d'une heure dans la production. Surtout pas tous ensemble et que la production en pâtisse le moins possible ! Dès les premières coupures, la grande campagne patronat-gouvernement contre la grève sert de prétexte à arrêter le mouvement au moment où il prend de l'essor et où les cheminots débrayent à leur tour. On ne reprendra que lorsque ces derniers auront fini leur, si gaziers et électriciens ne sont pas encore dégoûtés : grèves le lundi, puis le mercredi, et, pour couronner le tout, journée d'action le vendredi 16, afin d'enterrer en beauté la grève avant les fêtes, où « il ne saurait être question de gêner le public ».

Dans ces grèves au compte-goutte, à la carte, en pointillé, que les syndicats ont le culot d'appeler « tactique de harcèlement », chaque travailleur est appelé à protester jusqu'à l'écoeurement mais sans que jamais puisse sortir de la lutte une **force de classe** susceptible de faire reculer l'adversaire sur une revendication qui soulage les conditions de vie et de travail des ouvriers tout en **resserrant leurs rangs**. Elles sont vraiment la forme de lutte qui gêne le moins l'économie nationale mais surtout qui présente le moins de dangers pour la bourgeoisie.

Alors pourquoi tout ce cinéma de la campagne orchestrée par la bourgeoisie, patronat et gouvernement, contre la grève dans le secteur public ?

Pourquoi le gouvernement a-t-il agité la menace de la réquisition ? Tout le monde sait qu'il ne l'utilisera pas. Bergeron lui-même, à qui l'on peut faire confiance, l'en a dissuadé en affirmant qu'elle « mettrait le feu aux poudres » et Barre a bien dit qu'il voulait « éviter toute provocation ».

C'est clair. Elle permet d'un côté aux syndicats de se revaloriser en prenant des poses batailleuses, au moment même où ils étouffent le mouvement : « jamais la classe ouvrière ne laissera toucher au droit de grève ! » Elle est de l'autre côté un excellent moyen de pression sur la masse des travailleurs, argument dont se servent les bonzes pour traiter les éléments avancés d'opportunistes.

Mais au fait, comment les syndicats prétendent-ils combattre ces attaques ? En en appelant au « droit de grève garanti par la constitution ». Ils oublient cependant d'expliquer que

la constitution ne « garantit ce droit » que « dans le cadre fixé par la loi », c'est-à-dire selon le bon plaisir de la bourgeoisie !

Et sur quel terrain les bonzes portent-ils la lutte au moment où la bourgeoisie menace de limiter le droit de grève ? Ils se plaignent que c'est la direction qui a organisé les coupures mais se sont-ils seulement débrouillés pour empêcher les cadres de faire ce qu'ils voulaient en organisant des piquets de grève, sans parler du fait qu'une véritable grève procéderait à l'avantage de coupures ? Ils réclament l'**arbitrage** de Giscard d'Estaing qui, « en sa qualité de gardien de la constitution, se doit de faire respecter la loi », parce que selon eux cette loi a été bafouée puisqu'elle « fait obligation au président de l'EDF de négocier les rémunérations du personnel ».

C'est ainsi que les bonzes préparent les ouvriers à la lutte en leur inculquant l'idée que l'Etat bourgeois **doit** les protéger contre les flics qu'il envoie contre eux pour réprimer leurs luttes, que c'est encore l'Etat bourgeois qui **doit** faire respecter le maintien de leur salaire au moment même où il organise sa baisse. En dehors de cela, il n'y a que gauchisme, aventurisme, provocation fomentée par le gouvernement ! Tant de crétinisme hyperlégaliste n'a qu'un sens : appeler la classe ouvrière à **vider elle-même la grève de tout contenu afin que la bourgeoisie n'ait pas de prétexte pour en limiter l'usage**.

La direction va donc ouvrir finalement des négociations, ouverture qui suffit à donner le prétexte de suspendre la grève mercredi, mais va-t-on discuter des salaires ? Allons donc, on va faire publiquement des promesses anodines mais discuter secrètement sur la réglementation de la grève. Le gouvernement n'a pas caché (aux bourgeois) qu'il propose de fixer un **service minimum obligatoire**. Et que répondent les syndicats ? Que cela n'a aucun sens puisqu'ils parviennent déjà à assurer que les travailleurs produisent pendant les grèves largement au-dessus du service minimum !

Alors, signeront-ils l'accord ? Non, sans doute, car ils n'ont pas besoin de se compromettre en signant une clause susceptible d'entraîner des réactions qu'ils doivent pouvoir contrôler. Ce qui fait que le gouvernement leur donnera une loi toute propre qui leur permettra de faire semblant de pousser des cris d'opposition tout en se félicitant intérieurement d'avoir un garde-fou pour les cas où, demain, on ne sait jamais, ils pourraient malgré toute leur démagogie, être débordés par une base combattive.

Il est clair que les prolétaires ne peuvent nullement compter sur les bonzes syndicaux pour lutter contre les limitations légales du droit de grève car ces derniers ont **déjà fait passer dans la pratique** la plupart des limitations que la loi ne fait souvent qu'**entériner**.

Dans l'indispensable riposte aux tentatives légales pour ficeler la lutte ouvrière, les communistes doivent affirmer hautement qu'**avec ou sans réglementation, légale ou « volontaire »** des moyens de lutte économique, l'arme élémentaire de la classe ouvrière reste la grève sans préavis, sans respect des arbitrages et procédures de conciliation obligatoires ou « coutumiers », sans service minimum imposé par l'adversaire, la plus large possible et sans limitation préalable de durée.

Pour un front de lutte ouvert

(suite de la page 1)

démarcation qui le sépare de tous les autres partis politiques. **Cela ne veut pas dire** qu'il refuse tout contact avec des partis politiques, ou toute action commune avec eux, à condition toujours que celle-ci soit déterminée centralement et non par des initiatives périphériques, et qu'elle se situe sur un terrain **bien délimité** de défense des conditions de vie, de travail et de lutte de la classe ouvrière, compatible **en principe** avec les programmes de tous les partis se réclamant d'elle.

L'action en direction du front unique prolétarien trouve son terrain naturel et son centre de gravité dans la lutte de défense immédiate (ce qui ne veut pas dire seulement dans les syndicats, mais aussi dans les organismes ouverts extra-syndicaux, parmi les ouvriers inorganisés, etc.). Ceci n'exclut pas, mais implique au contraire une action spécifique dirigée également vers les **articulations syndicales** de certaines formations politiques qui sont en désaccord avec nous sur le plan programmatique, mais avec lesquelles nous pouvons prendre des accords ponctuels sur le plan revendicatif, et à l'occasion — dans la situation qui est celle d'aujourd'hui (absence de syndicats de classe, exiguité des forces qui réagissent à l'opportunisme) — vers **des organisations politiques** déterminées, mais toujours pour des objectifs spécifiques de défense prolétarienne et comme pont de passage vers un front ouvert, non vers un front d'organisations politiques.

**

A l'occasion de la manifestation contre les mesures Stoléro, nous avons été invités, comme 57 autres organisations, politiques ou non, par le comité de coordination Sonacotra, à signer l'appel qu'il avait rédigé, en accord avec d'autres organisations ouvertes d'immigrés, en vue de la manifestation du 19. Le texte de l'appel se plaçait **sur un terrain authentiquement classiste, sans aucun préalable politico-programmatique** dépassant le terrain strictement délimité de la lutte contre les mesures Stoléro et pour la solidarité de classe entre travailleurs français et immigrés : acceptable par conséquent par toute organisation se réclamant de la classe ouvrière, indépendamment de son propre programme politique. Il émanait d'un noyau organisé d'ouvriers, dont on avait pu constater la **continuité de lutte** dans un sens classiste, au cours de trois années durant lesquelles il a dû affronter la bourgeoisie, la trahison de l'opportunisme classique, le sectarisme et le suivisme des groupes gauchistes. Signer ce texte était un devoir élémentaire signifiant une solidarité et un engagement actifs face à la bourgeoisie, à son Etat et à l'opportunisme complice, avec les travailleurs immigrés et en particulier avec ce noyau, dont la lutte et les efforts pour se placer sur un terrain classiste doivent absolument être soutenus. Ce n'était un compromis politique avec **aucune** organisation et n'impliquait pas une discipline du Parti en tant que tel à la direction de la manifestation, chaque organisation **restant**

libre de mener par ailleurs son agitation selon ses mots d'ordre et ses principes propres. C'était par contre la condition pour pouvoir peser sur l'orientation de la lutte dans le sens de sa radicalisation et de son ouverture, **contre** l'orientation conciliatrice des groupes centristes comme contre le frontisme.

Et de fait, la préparation de la manifestation n'a à aucun moment été menée par un **cartel** d'organisations politiques ayant une responsabilité et une discipline collectives. Ceci ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu d'affrontement entre méthodes — affrontement **traduisant des oppositions entre principes politiques** (cf. notre dernier numéro) — comme c'est naturel et obligatoire dans toute lutte revendicative d'une certaine ampleur. Cela ne veut pas dire non plus qu'il n'y ait pas eu de **tentatives** des représentants de certains groupes politiques présents pour **cartelliser la lutte** ; mais ces tentatives, précisément, ont pu être repoussées.

Nous ne prétendons pas que la méthode suivie par le Comité de coordination pour préparer un « front de lutte unitaire français-immigrés » (faire appel sans a priori, fût-ce sur la base d'un texte existant au préalable et non soumis à discussion, à **toutes** les organisations se réclamant de la défense des intérêts de la classe ouvrière) soit la méthode « idéale », ou que nous-mêmes aurions procédé de cette façon si nous avions été à l'origine d'une initiative de ce type, ou encore qu'il faille procéder ainsi à l'avenir. Il est sûr que beaucoup d'énergie a été dépensée en contacts avec des organisations qui se sont révélées comme des freins à la lutte, et qu'une action de ce type aurait gagné à être préparée et organisée par un comité, même provisoire, formé essentiellement à partir d'organisations explicitement **ouvertes** — Comité de coordination, comités de soutien Sonacotra, organisations immigrées, sections syndicales combattives — et **nourri par un travail continu à la base** visant à mobiliser et à organiser autour de lui tous les travailleurs sincèrement désireux de lutter contre les discriminations et la répression bourgeoise à l'encontre des travailleurs immigrés, quelle que soit par ailleurs leur affiliation politique et syndicale. Mais cela supposait que soit surmonté au préalable le problème auquel se heurtent toutes les luttes revendicatives actuelles : l'absence de liens autres qu'embryonnaires entre travailleurs. La méthode hybride de convocation reflète le caractère hybride, non encore défini, de la situation actuelle, qui ne voit pas encore de franges consistantes d'avant-garde se porter en avant dans les luttes. On ne peut dépasser cette situation qu'armé d'une **orientation politique claire**, qui mette au premier plan l'exigence de l'unification du prolétariat sur le terrain de la lutte de classe.

La lutte contre les mesures Stoléro doit se poursuivre, malgré l'inertie criminelle des principales forces politiques et syndicales. Il faut poursuivre dans la voie amorcée avec la manifestation du 19, en en tirant les leçons, en se débarrassant des entraves qui s'y sont révélées, en renforçant l'orientation classiste des éléments les plus combattifs, et les liens embryonnaires qui s'y sont tissés.

Violence, terrorisme et lutte de classe

C'est le titre de la brochure n° 8 parue dans la série « Le Prolétaire ». Elle reprend les principaux articles publiés dans notre presse ces derniers mois.

Lecteurs, sympathisants, passez commande au siège du journal et diffusez-la largement !

Évolution des rapports inter-impérialistes

(suite de la page 3)

Un autre facteur historique est à considérer pour saisir la situation internationale. Le cycle d'accumulation capitaliste a provoqué à l'Est une croissance dans l'ensemble plus rapide à cause de la plus grande jeunesse de cette aire géo-historique du point de vue capitaliste. Une conséquence de taille est que la Russie s'est transformée, par la simple logique de son développement économique et de sa dynamique militaire propre, de puissance régionale qu'elle était en puissance mondiale.

Ainsi, tandis que la zone soumise à l'impérialisme américain exerce à l'Est des pressions de plus en plus insoutenables d'origine directe économique (mais qui se répercutent aussi sur le plan militaire), l'impérialisme russe, mû par la dialectique de son retard économique relatif, exerce de son côté sur l'Ouest une pression directement militaire accentuée. Et ceci dans un jeu international modifié, un jeu qui a cessé d'être bipolaire pour devenir multipolaire, avec la renaissance des impérialismes européens et japonais et avec l'apparition en Asie de la jeune puissance chinoise.

Le changement d'alliance de la Chine et l'armement russe

Il est indéniable que l'équilibre qui existait dans le monde entre l'Amérique et la Russie a déjà subi une profonde transformation avec le changement d'alliance de la Chine. Et le fait que l'évolution de la politique chinoise, commencée par la querelle avec Moscou, ait connu un point final en 1975 démontre clairement que le tournant objectif dans la situation mondiale est bien passé dans la politique subjective des grands Etats, dans leur comportement stratégique.

Notre parti a toujours montré la tendance historique qui pousse l'une vers l'autre pour des raisons économiques et géographiques la Chine et l'Amérique (1). Mais c'est la conclusion de cette alliance qui pouvait seule permettre les accords de Paris et la fin de la guerre du Vietnam et le tournant de la politique américaine effectué avec l'administration Carter.

Du point de vue russe, la querelle avec la Chine n'a pas seulement obligé Moscou à faire passer sur ses frontières orientales son dispositif militaire de 14 à 43 divisions entre 1968 et 1974. L'Extrême-Orient constitue les arrières de la Russie, son centre de gravité impérialiste se trouvant en Europe. Mais la Russie ne peut affronter dans de bonnes conditions une guerre, qui entraînera nécessairement la Chine dans son tourbillon, sans se ménager une alliance à l'Est. Or, tant pour contrer la Chine que — hypothèse toute théorique — pour lui imposer une alliance, la Russie a besoin d'une alliance japonaise, objectif qui doit constituer la clef de la stratégie russe en Extrême-Orient.

Le changement d'alliance de la Chine, la possibilité pour les sous-marins américains depuis les années soixante d'atteindre la Russie depuis l'Océan Indien avec des fusées Polaris, le recul russe au Moyen-Orient amorcé en 1970, tous ces facteurs ont provoqué un affaiblissement relatif de la Russie qui ne pouvait être compensé que par une accélération de la course aux armements d'abord, un « offensivisme » de type militaire ensuite. Ceci fournit la base des théorisations serviles des groupes maoïstes, qui s'appuient sur « l'expansionnisme russe » pour en appeler à la défense « nationale » aujourd'hui dans les pays impérialistes européens, avant d'en appeler demain, comme il faut s'y attendre, à la défense de tout le bloc occidental.

Il est parfaitement établi que les besoins de l'armement naval de la Russie sont déterminés par les besoins de la protection contre les fusées américaines, par ceux que suscite l'antagonisme continental avec la Chine, par le contrôle des voies maritimes japonaises, ce moyen de pression formidable pour pousser à une alliance russo-japonaise, enfin par le contrôle des voies maritimes de cette Europe, qui est l'objectif vital des deux colosses mondiaux. Or il est clair que ces tendances heurtent directement les intérêts impérialistes de l'Amérique qui convoite également le Moyen-Orient, l'Océan Indien et maintenant l'Afrique, tant pour ses richesses que pour son rôle stratégique. Ainsi cette zone géographique devient, comme résultat de l'évolution de la technique militaire et de l'expansion impérialiste, zone de sécurité des deux grands colosses en même temps (sans parler des petits qui, comme la France, y sont aussi enlignés jusqu'au cou).

Voilà une constatation de fait qui ne laisse rien subsister de la théorie du « défensisme » déjà démolie par la critique marxiste il y a 70 ans : qui est l'agresseur et qui est l'agressé quand le monde entier devient zone vitale des appétits impérialistes de tous ? Ironie : aujourd'hui encore, c'est le plus puissant, l'Amérique, qui pousse le plus faible à l'agression ! Mais tous les deux sont des bandits, et le prolétariat ne doit sa solidarité à aucun des deux s'il veut pouvoir un jour les détruire tous.

L'avant-guerre a commencé

On peut dire qu'au tournant de 1975 l'avant-guerre a commencé. Une preuve notable en est donnée par la course aux armements. Non pas la course en elle-même, qui est un phénomène permanent, mais son accélération quantitative et surtout son évolution qualitative.

En effet, l'armement qui correspondait à l'équilibre de la terreur n'est pas celui qui permet d'assurer la victoire dans un conflit impérialiste. Non pas que les armes de terreur ne seront pas utilisées demain, soit pour porter la décision à un moment décisif, soit pour intimider le prolétariat. Si hier on a utilisé les bombardements massifs à Dresde et à Hambourg, ou lâché des bombes A sur Nagasaki ou Hiroshima, les Etats impérialistes sont maintenant capables de faire beaucoup mieux avec leurs impressionnants stocks de bombes H et de missiles balistiques intercontinentaux à ogives nucléaires multiples, et, plus récemment, de missiles de croisière et de bombes à neutrons.

Cependant on est maintenant passé de la « dissuasion » pure et simple à des stratégies de « réponse flexible ». Toute la recherche est aujourd'hui tendue vers le développement des armes nucléaires tactiques, vers une précision plus grande du tir plutôt que vers une puissance plus grande du feu, vers des systèmes de protection contre les tirs adverses, mais aussi vers les progrès et le développement des armements conventionnels.

Même les adorateurs les plus acharnés du désarmement sont bien obligés de reconnaître que les progrès des découvertes techniques suffisent à rendre caducs tous les accords sur la limitation des armements qui n'ont par conséquent d'autre intérêt que de jeter de la poudre aux yeux. Ils sont bien obligés de voir que les profits juteux retirés des ventes d'armes et surtout la concurrence entre les grands rendent illusoire tout projet de non-dissémination des armements, même nucléaires. Ils doivent se rendre à l'évidence : il n'y a pas, sur le terrain du capitalisme, d'autre moyen de désarmer l'adversaire que de l'écraser par les armes.

La préparation d'un nouveau conflit impérialiste est surtout nettement décelable dans la stratégie des grands Etats, et, avant tout, dans celle de l'impérialisme le plus puissant, l'Amérique.

Il est indéniable que la politique de Carter est une politique de guerre : si la détente de Kissinger avait pour base le condominium russo-américain sur l'Europe, la nouvelle stratégie américaine est fondée sur l'alliance de l'Amérique, du Japon et d'une Europe où, parce que c'est l'Allemagne qui donne le plus de soucis à l'Amérique, c'est elle qui doit être le pôle de l'alliance (2).

Le fond de la doctrine Brzezinski est à trouver dans la tentative de canaliser l'agressivité retrouvée du Japon et de l'Europe vers l'URSS, ce qui suppose à terme la fin du respect des accords de Yalta.

Cette politique va de pair avec une autre tentative, celle de parer aux dangers d'explosion sociale, notamment dans cette Europe qui, dans l'esprit de la nouvelle administration de Washington, doit redevenir le danger principal pour la démocratie — entendez l'ordre établi mondial ! —. C'est pour cela qu'est toujours nécessaire, bien que comme paramètre différent dans la politique américaine, l'entente contre-révolutionnaire avec la Russie, dans la paix comme dans la guerre, une guerre dans laquelle l'Europe serait, pour toutes ces raisons, le champ de bataille privilégié, mais aussi, en même temps, le plus dangereux pour tout ce beau monde.

Naturellement, cette politique contient de graves inconnues, mais il faut reconnaître à notre ennemi le plus puissant la volonté de se préparer à les affronter. Et il le fait, comme toujours, sous le drapeau des libertés qu'il agite en Europe contre la « menace russe », en Afrique contre la Russie mais aussi contre les restes de la domination européenne et, en Amérique latine, contre les excès des régimes gorilles qu'il a lui-même mis en place !

L'Afrique et l'Europe

Il ressort de ce travail un résultat qui éclaire toutes les conclusions déjà tirées empiriquement par nous. C'est en Afrique que, pour l'immédiat, se prépare l'avenir.

D'abord parce que ce continent est encore à partager au moment même où le repartage du monde entier a commencé et qu'il fait partie d'un ensemble plus vaste, avec le Moyen-Orient et l'Océan Indien qui est d'une importance stratégique vitale, ce qui fait de l'Afrique un terrain de préparation choisi du futur conflit impérialiste mondial. Il est évident à ce propos que la croisade anti-impérialiste de Moscou comme la croisade des libertés de Washington (3) auront d'autant moins de poids dans le prolétariat que le parti se rendra capable de les combattre dès aujourd'hui en démontant leurs mensonges à partir des exemples donnés par les événements d'Afrique.

Cette zone est également importante parce que la vague anticoloniale s'y prolonge précisément dans le Sud, où la classe ouvrière est la plus concentrée, ce qui lui permet de faire le pont avec la vague des luttes prolétariennes et paysannes qui devra déferler sur tous les continents opprimés. Si l'on ajoute que tout ce qui se passe dans cette zone entraîne des répercussions inévitables en Europe, les événements qui s'y déroulent peuvent considérablement aider le prolétariat d'Europe dans sa lutte contre les vieilles forteresses bourgeoises pourvu qu'entre autres conditions le parti mène un combat résolu pour le défaitisme dans les querelles entre brigands impérialistes et pour la solidarité de classe avec les luttes anti-impérialistes qui se développent dans cette aire.

C'est peut-être dans les bouleversements que va connaître l'Afrique que pourra se reconstituer l'alliance entre le prolétariat des métropoles impérialistes et les masses exploitées des pays asservis, cette alliance qui a fait si cruellement défaut à la vague sociale de la phase éruptive de la révolte anticoloniale.

Parmi les facteurs susceptibles de bousculer le plus profondément l'équilibre actuel des forces entre les grands colosses impérialistes, il faut compter toutes les manifestations de la crise économique, les déséquilibres provoqués par la course aux armements, les modifications d'alliance provoquées par les rivalités nationales et même les luttes sociales et politiques dans les pays du « tiers monde », mais surtout les risques de modification brutale de la politique du Japon et de l'Europe, en particulier de l'Allemagne. Il n'est pas de politicien bourgeois considérant l'évolution de la politique mondiale qui ne présente les tendances au réarmement du Japon et à l'unification de l'Allemagne comme des phénomènes désormais possibles, au prix de renversements spectaculaires d'alliance. Ce qui inquiète le plus, c'est l'accumulation de matières inflammables dans la vieille Europe — dont le cœur est l'Allemagne —, travaillée par les tendances centrifuges dans les deux blocs, divisée en deux par les deux grands, et qui redeviendra sensible plus que toute autre région à l'humeur de la plus formidable concentration de masses prolétariennes, que l'approfondissement de la crise ne peut pas ne pas finir par mettre en mouvement. Voilà qui fait de l'Europe non seulement le facteur le plus explosif du point de vue des rapports entre les puissances, mais risque de faire d'elle également, de nouveau, le centre de gravité de la lutte sociale.

Si l'on peut faire une comparaison entre cet avant-guerre et la situation du premier avant-guerre, il s'est écoulé 12 ans alors entre le moment où l'Angleterre a considéré comme impossible l'entente avec l'Allemagne et où elle a commencé à préparer systématiquement la guerre, et la guerre elle-même. Elle l'a fait par une politique d'encercllement de cette dernière et de concessions à ses alliés à l'extérieur et au prolétariat à l'intérieur avec la politique que réforma Lloyd George. N'est-ce pas la même politique que poursuit aujourd'hui Carter, bien qu'avec plus de difficultés ?

Le prolétariat ne pourrait tirer profit de quelque dix années qui nous sépareraient, en gros, de la future conflagration mondiale pour se préparer à la transformer en guerre civile et en faire le signal de la révolution prolétarienne si, dès aujourd'hui, le parti ne menait pas la lutte théorique la plus intransigeante contre le militarisme bourgeois et les justifications des préparatifs guerriers dans tous les camps à la fois, contre la théorie de la défense nationale pour les Etats bourgeois achevés — et à plus forte raison impérialistes —, contre le chauvinisme et le pacifisme social, pour le défaitisme révolutionnaire et l'union internationale des prolétaires par dessus les frontières, pour la dictature rouge et le communisme.

(1) Voir *Il Programma Comunista* (n° 6, 1953), et *Le Prolétaire* n° 137 (30 octobre 1972).

(2) Voilà l'origine des campagnes menées contre l'« Europe germano-américaine », qui appellent le prolétariat à souder ses rangs derrière Sartre et Binoche pour une nouvelle défense de la patrie.

(3) Il n'est pas difficile de prévoir que les différents groupes trotskystes, qui prêtent l'oreille aux sirènes des deux croisades *en même temps* n'auront pas, dans un conflit, la force de faire autre chose que de tomber du côté du plus fort, c'est-à-dire chacun du côté de « son » Etat.

Presse du Parti

Le Prolétaire

(Suppl pour la Belgique)

Au sommaire du N° 2

- A nouveau l'alternative : guerre ou révolution.
- La situation en Belgique.
- Le terrorisme et les philistins de la LRT et d'« Internationalisme ».
- Le 60^e anniversaire de la Révolution russe.
- Notes syndicales : Herstal, Anvers.
- Notes internationales : Argentine, Tunisie, Angleterre.
- Sur la naissance du PC belge.
- Critique de « Pour le socialisme ».

★

Sumario del N° 9 (dic. 77) de :

EL COMUNISTA

- ¿Que el proletariado, y no el capital, salga de su crisis!
- Fascismo y democracia : vasos comunicantes.
- Terrorismo y comunismo.
- Internacionalismo versus nacionalismo.
- Paro y huelga en Andalucía.
- Que los desnudos inviertan.

★

Kommunistisches Programm

il programma comunista

EL PROGRAMA COMUNISTA

programme communiste

Soutenez le développement de la presse internationale du Parti
Souscrivez !

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e dimanche de chaque mois, donc le 13 novembre et le 11 décembre, de 10 h à 12 h, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Amiens : le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h, au café Impéria, rue des Trois-Cailloux.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 h à 12 h (derrière l'Eglise) le premier dimanche de chaque mois.

● A Lyon : le premier vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 6 janvier.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt, soit le 7 janvier.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le troisième dimanche de chaque mois, soit le 15 janvier et le 19 février.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zürich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que le premier et le troisième samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, soit le 21 janvier et le 18 février, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE

BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

Une utopie réactionnaire sur toute la ligne

(suite de la page 1)

bourgeoise... — auraient tôt fait de venir briser ces carcans du « modèle » du PCR, en relançant l'impétueux développement cosmopolite aboutissant inévitablement à de nouveaux rapports impérialistes !

Mais laissons à Trotsky le soin de répondre à cette succession d'inepties :

« Du développement inégal et saccadé du capitalisme découle le caractère inégal et saccadé de la révolution sociale, écrit-il, et de l'interdépendance multiple des divers pays découle l'impossibilité non seulement politique mais aussi économique de construire le socialisme dans un seul pays. [...] « Les forces productives sont incompatibles avec les cadres nationaux. C'est ce fait qui commande non seulement le commerce extérieur, l'exportation des hommes et des capitaux, la conquête des territoires, la politique coloniale, la dernière guerre impérialiste, mais aussi l'impossibilité économique pour une société socialiste de vivre en vase clos. Les forces productives des pays capitalistes sont depuis longtemps à l'étroit dans le cadre de l'Etat national. La société socialiste, elle, ne peut se construire que sur la base des forces productives modernes, sur l'électrification, sur la chimisation des processus de production (y compris de l'agriculture), sur la combinaison et la généralisation des éléments les plus élevés de la technique contemporaine la plus développée. »

« [...] Des forces productives très développées ne sont pas un obstacle moindre à la construction du socialisme en un seul pays que des forces peu développées, bien que ce soit de façon contraire : si les dernières sont insuffisantes pour leur base, en revanche c'est la base qui est trop limitée pour les premières. [...] La question du socialisme ne se règle pas par la « maturité » ou la « non maturité » industrielle d'un pays. Cette non maturité elle-même est inégale. En URSS, où certaines branches de l'industrie ne peuvent satisfaire les besoins les plus élémentaires, il en est d'autres qui, dans des circonstances données, ne peuvent se développer sans une exportation vaste et croissante. [...] L'impossibilité de construire une société socialiste isolée est déterminée pour divers pays, à divers degrés, aussi bien par le développement insuffisant de certaines branches que par le développement « excessif » de certaines autres. Dans l'ensemble, il signifie justement que les forces productives actuelles sont incompatibles avec les cadres nationaux » (L'Internationale Communiste après Lénine, pp. 142-152).

Bien sûr, comme le précise Trotsky, et contrairement à ce qu'a prétendu mensongèrement Staline (et que prétendent encore ses héritiers actuels), nous n'attendrons pas la révolution simultanée dans tous les pays. Nous ne pouvons exclure, de même, que les destructions de la guerre civile entraînent un temporaire recul économique, ni qu'un Etat prolétarien se trouve isolé et contraint de prendre des mesures de forteresse assiégée allant en sens contraire des tâches économiques du socialisme. Nous le prévoyons même dans une certaine mesure ; mais nous ne l'admettrons jamais comme une étape nécessaire, encore moins comme le but à atteindre.

Mais le PCR ne s'arrête pas là. Ayant réintégré dans le cadre national les forces productives fourvoyées dans l'arène de l'économie mondiale, il estime encore ce cadre bien trop vaste.

Son objectif est, en effet, « d'implanter, chaque fois que c'est techniquement possible, des unités de production industrielles de petite taille à proximité des lieux de consommation » (p. 79) si bien que « pour un grand nombre de produits d'usage courant, l'équilibre entre la production et les besoins est réalisé au plan local, par exemple à l'échelon de l'arrondissement ou du département grâce à la décentralisation industrielle » (p. 86). Cinquante ans après l'apparition du socialisme en un seul pays, nous sommes donc parvenus au socialisme départemental voire communal tendant vers l'unité isolée production-consommation !

programme communiste

N° 75 - Déc. 77

- L'Internationale des flics au travail
- Sur le fil du temps : Espace contre ciment
- Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine
- En mémoire d'Ernesto « Che » Guevara
- Note de lecture : L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927

« Une telle répartition, poursuit le Manifeste du PCR, outre les économies de transport, permet un allègement des tâches de commercialisation et une meilleure adaptation quantitative et qualitative aux besoins ». Qu'on envisage l'énorme baisse de productivité du travail humain que représenterait ce retour sur la concentration productive, sur la spécialisation nationale et internationale du travail. Dans ce formidable gâchis de travail social le PCR ne voit que la possibilité de réaliser des économies de transport !

Disons en passant que si le socialisme réduisait les unités techniques à leur minimum possible et les dispersait, ce serait pour briser la loi capitaliste de la concentration qui produit la pollution et autres maux, mais leur production serait pour toute la société et non pour la localité, ce qui aurait pour effet dans certains cas d'augmenter... les coûts de transports !

Pour ce qui est de la délicate question de « l'adaptation quantitative et qualitative aux besoins », que le Manifeste du PCR entend résoudre par « des enquêtes que les ouvriers de l'usine mèneront auprès de leurs clients » (p. 58), la dictature du prolétariat n'en aura que faire. Elle s'attaquera, pour sa part, à la suppression du caractère de marchandise des produits (ce n'est pas par hasard que les bons de travail du vieux Marx ont été, une fois de plus, relégués aux archives), et elle tendra à satisfaire les besoins de l'espèce, non par un équilibre entre le producteur et le consommateur autonome, mais par la suppression de cette autonomie. Et pour connaître les besoins sociaux, elle compte justement sur la concentration de la consommation en partant pour cela des acquis économiques du capitalisme lui-même que constituent (horreur pour les petits bourgeois !) les coopératives de consommation, les grands magasins et autres méthodes de « commerce intégré ».

Ce n'est pas seulement la circulation des produits qu'entend restreindre les tenants de « la France socialiste », mais aussi celle des hommes. Ce sera : « le retour au pays, au village où des milliers de citoyens d'aujourd'hui sont nés », selon l'aspiration de tous « à vivre et travailler au pays ».

On voit que si le PCR prétend supprimer de l'économie la division internationale du travail collectif en grandes branches d'industrie, il semble par contre tout ignorer de la disparition dans la société sans classes de la division du travail pour l'individu.

Incapable de voir dans la mobilité universelle du prolétariat, que réalise le capital, bien qu'au prix d'une misère et d'une oppression toujours plus grandes, la prémisses révolutionnaire de sa libération de la vieille division du travail, du système de spécialisations ossifiées et de l'abrutissement du métier, qui apparaissent toujours davantage comme des anachronismes insupportables, le PCR entend donner au travailleur l'horizon du retour au village d'où fut exproprié son père, il lui chante la joie du métier dont l'usine s'était depuis longtemps chargée de le dégoûter (on ne peut être qu'écœuré à l'entendre vanter aujourd'hui le soi-disant attachement du mineur à sa mine par exemple). Au total le PCR ne fait que ressusciter la vieille commune autonome chère aux anarchistes, accompagnée de tout son fatras de nostalgies du passé. Il ne l'a d'ailleurs pas seulement dotée de l'autonomie productive, mais encore administrative et politique.

« Chacune de ces communautés, peut-on lire p. 53, rassemble les travailleurs, administre ses propres affaires, sans l'intrusion d'un corps d'état étranger. Mais d'autre part, elle est partie prenante des droits politiques du pays, qui ne procèdent que de la volonté de l'ensemble des communautés. Aussi est-elle amenée à déléguer ses représentants dans des assemblées représentatives, où ceux-ci viennent rapporter les décisions prises et se prononcer en fonction des mandats reçus ».

Il y a belle lurette que le marxisme a réglé son compte à la commune autonome, transposition de la commune libre du moyen-âge. En admettant même que ce retour au passé soit possible, il est clair qu'il existerait entre elles des inégalités et des proportions économiques énormes qu'elles tendraient tout naturellement à pallier par l'échange en se soustrayant mutuellement de la plus-value et du surtravail (et en créant des oppositions d'intérêts dont on voit mal comment elles pourraient être résolues au travers du système fédératif que l'on nous présente). Il n'est pas besoin d'être grand économiste pour comprendre qu'on aurait là toutes les conditions pour un nouveau développement capitaliste — d'autant que le Manifeste nous précise que « les produits continueront d'être vendus sous le socialisme », « qu'ils auront un prix », et que « la monnaie continuera d'exister » (p. 87). Eh bien ! détrompez-vous. C'est bien sur le communisme, où « les produits sont répartis directement sans vente » (p. 86), que débouchera ce socialisme !

On cherche vainement par quel miracle puisque dans le stade du « socialisme » précédent, on a vu, avec le rétrécissement de l'économie mondiale en économie locale, disparaître progressivement toutes les conditions qui permettent de dépasser le capitalisme et l'échange mercantile pour passer au communisme, sans parler du fait que pour le marxisme le socialisme — ou communisme inférieur — ne connaît déjà plus la monnaie.

Reste à supposer que dans cette irrésistible marche en arrière de l'histoire, on est enfin parvenu au communisme primitif, âge d'or où le producteur consommait directement le produit de son travail...

Il restait à trouver une conscience universelle, capable de régir harmonieusement les rapports entre les unités économiques locales (producteurs, consommateurs, vendeurs, acheteurs), une « force créative » qui permette de passer outre aux lois matérielles de l'histoire. (Grâce à quoi le Manifeste du PCR affirme que sa société imaginaire ne pourra être, en dépit de toute évidence, « la coexistence de communautés tournées sur elles-mêmes et contradictoires » (p. 50). Cette conscience, cette créativité, le PCR les a, bien sûr, trouvées dans la... démocratie. C'est la tarte à la crème des recettes habituelles. Le fond de la question est d'assurer partout le libre débat et surtout d'éviter la constitution d'un pouvoir centralisé qui risquerait de l'entraver. « Le socialisme reconnaît donc le droit inaliénable au sein du peuple d'exprimer son point de vue et de tenter de le faire prévaloir » (p. 61). « Tant qu'une conviction n'est pas véritablement établie, aucun argument d'autorité n'a de force et le recours à cet argument est au contraire dangereux ». Bien sûr le PCR oublie que pour le marxisme, le

socialisme ne connaît pas d'Etat, et donc de démocratie. Quant au moyen pour y parvenir, la dictature, elle sera tout ce qu'il y a de plus autoritaire et donc de plus antidémocratique qui soit. Le PCR au contraire s'interdit même « de recourir aux violences superflues » et « à des moyens inutilement cruels » ; et l'expérience nous a montré que de telles phrases signifient toujours dans la bouche des démocrates s'opposer à l'utilisation par le prolétariat de la violence indispensable à sa victoire.

C'est dans ces conditions que l'« idéal socialiste fraye son chemin », que dans un grand effort imaginaire « surgit la définition d'un ordre nouveau » dont on nous précise d'ailleurs plus loin qu'« aucune des lois ne peut être fixée ni prévue à l'avance ». Cependant « à ce moment, rien n'est encore joué », et une angoisse étroitement les auteurs du Manifeste : que ne surgisse pas ce « second souffle » de la révolution, que le parti et l'Etat (vis-à-vis desquels le PCR nourrit la peur superstitieuse du petit bourgeois pour toute autorité), échappant à la surveillance serrée dont ils sont l'objet à travers les divers contrôles de la base, ne soient « le point de départ à la redéfinition d'un nouveau partage entre dirigeants et dirigés » et à la constitution d'une nouvelle bourgeoisie.

C'est le vieux mythe idéaliste bourgeois qui s'imagine la société créée par la libre volonté de chacun de ses membres pleinement conscients et s'exprimant dans le jeu démocratique. Le marxisme y a répondu en montrant que la démocratie ne pouvait jamais qu'exprimer les mécanismes profonds de la société, déterminés par ses rapports et ses conditions économiques, et que la fameuse conscience individuelle ne faisait que refléter les déterminations du milieu. La critique s'étend aussi bien après la révolution et c'est une véritable stupidité que d'attendre du débat des idées la définition du socialisme. Bien au contraire, s'y fier ne peut conduire qu'au résultat inverse de celui escompté car les consciences, qui retardent sur l'histoire, ne pourraient jamais exprimer, même soumises aux exercices de discussion intensive préconisés par le PCR, que l'idéologie du passé dont elles resteraient nécessairement imprégnées tant que les conditions matérielles n'auront pas été changées.

Aucune des questions de la révolution ne peut être réglée par la démocratie, mais le sera au contraire par la constitution d'une force centralisée dont les formes sont le Parti et l'Etat. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les imbéciles posent la question : mais ces organes ne risquent-ils pas de développer leur action en dehors du prolétariat et contre lui ; et quelle instance veillera à ce qu'ils ne l'entraînent pas dans une mauvaise voie ? Nous répondons : ce sera la capacité de comprendre et de répondre aux exigences de l'histoire et du mouvement social, en particulier de se diriger, non comme le PCR vers la fiction d'un passé révolu, mais dans le sens du déterminisme. Quant aux erreurs, toujours possibles, nous savons que les dures lois de ce déterminisme auraient tôt fait de les mettre au grand jour. Mais elles n'auront même pas à faire justice des fantasmes réactionnaires du PCR et de ses débordements démocratiques, qui mourront avant d'être mis au banc d'essai de l'histoire.

Force et violence dans la guerre permanente entre les classes

L'affaire du terrorisme en Allemagne et les épisodes de moindre envergure qui ont eu lieu en Italie ont déclenché une campagne orchestrée tant par les syndicats que par les partis soi-disant ouvriers, qui vise à répandre l'idée que la lutte prolétarienne contre le capital exclut par principe toute violence, et à plus forte raison la terreur, et n'admet qu'une seule méthode, celle de la confrontation pacifique.

Les pacifistes de tout poil qui mènent cette campagne font semblant d'oublier que le moindre piquet de grève, c'est de la violence ; que toute grève qui n'est pas seulement une grève de démonstration, c'est de la violence ; que le fait de déclencher la grève pendant les négociations avec le patron, c'est de l'intimidation ; que la simple défense contre la violence de l'adversaire implique des actes de terrorisme élémentaire, sans parler de l'attaque révolutionnaire, que les P.C. renégats ont rayée de leurs programmes, mais qui reste et restera le point central du mouvement ouvrier, même s'il n'est pas donné tous les jours de la lancer.

L'histoire du mouvement ouvrier est marquée tout du long par l'emploi de la force, souvent par celui de la violence, enfin par celui de la terreur quand culmine l'affrontement entre les classes. Ceux qui cherchent

la « légitimité » de ces actes capitulent devant le code de vie associée d'une bourgeoisie qui, pour sa part, n'a jamais eu besoin de justifier sa propre tradition de violence, d'intimidation et de terrorisme à l'égard de la classe dominée.

Méprisant le code de bonne conduite capitaliste et sachant d'instinct et par expérience que celui-ci fonctionne à sens unique — c'est-à-dire uniquement contre les ouvriers — 150 prolétaires, détachement avancé d'une grève en cours depuis un mois dans trois usines textiles pour des revendications salariales, ont envahi le 10 novembre le ministère du Travail de la république de San Salvador, pris en otage 36 fonctionnaires, y compris les ministres du Travail et de l'Economie, et ne les ont relâchés que trois jours après, après avoir reçu l'assurance écrite que leurs revendications seraient prises sérieusement en considération (Süddeutsche Zeitung, 14-11-1977). Messieurs de la « légitimité » et messieurs de la « confrontation pacifique », dans quelle rubrique rangerez-vous cet acte de violence et d'intimidation purement prolétariennes ?

Et dans quelle rubrique mettez-vous cet épisode parallèle au précédent : 52 ouvriers de la sucrerie de Guayaquil en Equateur — qui fut le théâtre du massacre de 120 travailleurs,

hommes et femmes — ont été arrêtés sous l'accusation d'« avoir séquestré deux agents de police auxquels ils voulaient arracher des renseignements sur les prochaines opérations prévues par les forces de police après l'échec des négociations entre la direction et les travailleurs de la sucrerie » ? (L'Unità du 6-12). Les 52 prolétaires équatoriens n'ont pas eu besoin de copier le commando qui a détourné le Boeing de la Lufthansa, gardé ses passagers en otage et a été ensuite « liquidé » au milieu des applaudissements unanimes de tous les gouvernements, y compris ceux des pays « socialistes ». Peut-être ces prolétaires n'en ont-ils même pas entendu parler : il leur a suffi de puiser dans le réservoir de la mémoire collective de la classe ouvrière, rempli qu'il est de gestes de force décisifs analogues à celui-là.

Laissons les opportunistes de gauche comme de droite discuter de la « légitimité » de cette initiative, et envoyons à ces camarades de lutte un salut fraternel : seuls et indifférents aux « honneurs de la chronique », ils rappellent aux prolétaires du monde entier que les classes de la société bourgeoise sont en état de guerre permanent ; qu'il faut l'accepter à visage découvert et que, l'ayant accepté il faut agir en conséquence, en ne reconnaissant d'autre loi que celle des nécessités objectives de la lutte.

Contre le terrorisme de la bourgeoisie, solidarité et auto-défense ouvrières !

Après l'attaque légale des mesures Stoléro, puis le non-lieu en faveur de la Sonacotra (qui, selon la justice bourgeoise, n'est pas censée être « de mauvaise foi » lorsqu'elle augmente les loyers au-delà de ce qu'autorise la loi), décembre a vu une nouvelle vague d'attentats des bandes parallèles de la bourgeoisie contre les travailleurs immigrés : assassinat du gardien de nuit des locaux de l'Amicale des Algériens à Paris par un commando d'extrême droite, plasticage d'un bar fréquenté par des Maghrébins à Nice, d'un foyer d'ouvriers immigrés en Moselle, cocktails Molotov contre le foyer en grève de Strasbourg-Meinau, menaces contre les foyers de Freymin, Merlebach, Forbach...

Ce terrorisme qui vise à intimider toute la classe ouvrière, et avant tout sa fraction immigrée, s'alimente aujourd'hui, en plus du racisme « ordinaire », de l'hystérie chauvine attisée par la propagande impérialiste à la faveur de l'intervention française au Sahara occidental. Surtout, le fait que les foyers Sonacotra soient particulièrement visés (et après la manifestation de Paris contre les mesures Stoléro) montre bien que ce que ces agressions cherchent à briser, c'est en fait la capacité de lutte des travailleurs immigrés, leur capacité actuelle et surtout potentielle à s'unir, à s'organiser, à tisser des liens avec des travailleurs français.

L'alignement des classes est bien clair. Après le meurtre de Laïd Sebaï, tout en laissant courir, comme toujours, les assassins fascistes (*Le Figaro* du 5-12, lui, a dénoncé l'« outreucidance » de ceux qui avaient protesté contre le crime...), le gouvernement français avait du moins prononcé quelques paroles officielles de regret hypocrite : l'Amicale, donc le gouvernement algérien, étaient en jeu. Mais la manifestation de Strasbourg, riposte ouvrière aux attentats racistes (mais aussi aux mesures Stoléro

et à toutes les discriminations), a été violemment réprimée par des CRS deux fois plus nombreux que les manifestants. Le PC et les directions syndicales avaient protesté, verbalement, contre les attentats. Mais à Strasbourg ils ont non seulement refusé — de même que l'Amicale — de se joindre à la manifestation, mais ils ont essayé de la court-circuiter par un meeting où, tout en se vantant de leurs prétendues actions en faveur des immigrés, ils n'ont pas dit un mot de la grève de la Sonacotra, pourtant directement visée, et ont même tenté d'empêcher de parler un délégué des foyers, qui avait pris la parole pour annoncer la manifestation.

Quand les ouvriers luttent pour de bon, les voiles de la démocratie se déchirent, mettant à nu la dictature ignoble du capital, la collusion de la démocratie et des bandes fascistes, de l'Etat bourgeois et de ses agents, les partis prétendant ouvriers. Tandis que les principales organisations d'extrême gauche (LCR et OCT en tête) continuent avec un aveuglement têtue à affirmer la nécessité de combattre le fascisme en défendant... la démocratie, et de combattre l'Etat bourgeois en s'alliant avec... ses serviteurs réformistes, nous voyons dans ces événements la confirmation d'une leçon de classe aussi vieille que la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat.

Il n'y a sous le capitalisme aucun intérêt commun, aucune coexistence pacifique possible entre deux classes qui sont irréductiblement ennemies. La guerre entre les classes, aujourd'hui larvée, devra un jour, inéluctablement, reparaitre en pleine lumière. La bourgeoisie le sait, et s'y prépare activement, en frappant les premières tentatives de défense classiste qui cherchent à échapper à l'emprise de l'opportunisme, en utilisant celui-ci pour prévenir une extension de ces mouvements embryonnaires, en renforçant et en entraînant son appareil légal et para-légal de répression. Les travailleurs

immigrés sont les premiers visés, tous les travailleurs le seront demain : le terrorisme bourgeois a-t-il épargné Pierre Overney, Pierre Maître ?

Pour préparer eux aussi les luttes de demain tout en renforçant leur défense dès aujourd'hui, les prolétaires doivent, avant tout, resserrer leurs rangs sur le terrain de l'action de classe. Prolétaires français et immigrés, tous unis contre les attaques racistes, les mesures Stoléro, les attaques contre le salaire, les licenciements, les expulsions ! Soutien actif aux camarades des foyers Sonacotra en lutte ! Pour un front prolétarien compact et massif contre le front des forces bourgeoises et de l'opportunisme !

Aux noyaux ouvriers portés à la tête des luttes il incombe plus que jamais de travailler sans relâche à les étendre, à renforcer leur organisation, à gagner la solidarité des autres prolétaires, tout en prenant les premières mesures qui préparent l'organisation d'une véritable auto-défense ouvrière, et en en propageant l'idée parmi tous les travailleurs. Pour cela il leur faudra lutter contre l'irresponsabilité criminelle de tous les groupes spontanistes et immédiatistes, qui non seulement ne travaillent pas vraiment à renforcer les luttes, mais négligent les mesures les plus élémentaires de défense parce qu'ils ne comprennent ni le sérieux de la lutte entre les classes, ni les conditions pour en préparer l'issue victorieuse, qui ne tombera pas du ciel, mais devra se gagner à travers une dure et longue guerre.

Le renforcement des luttes de défense aujourd'hui est une condition indispensable pour pouvoir relever demain — en répondant force contre force, organisation contre organisation — le défi que la bourgeoisie lance tous les jours à la classe ouvrière, et préparer la révolution victorieuse qui seule mettra un point final à toute oppression et à toute exploitation.

Aux U.S.A. aussi, la chasse aux immigrés

Parmi les mesures sociales préparées par l'administration Carter (cf. *Le Prolétaire* n° 255), la principale est la loi sur les travailleurs immigrés entrés illégalement aux U.S.A. à la recherche d'un travail (en majorité mexicains, latino-américains et caraïbes). C'est naturellement un comble de cynisme que de considérer comme « illégaux » des travailleurs qui sont déjà au nombre de huit millions, qui constituent le gros de la force de travail des Etats du Sud-Ouest et sont soumis depuis plus de dix ans à une surexploitation sans contrôle, brimés de plus par la loi, qui leur interdit de se réunir, de faire grève, de faire venir leurs familles, et en général, de manifester leur existence. C'est pourtant sur eux que repose le développement d'une bonne partie de l'économie américaine...

La proposition de loi concède aux « étrangers » en mesure de prouver leur présence aux U.S.A. avant 1970 le droit de rester dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui pour cinq ans encore, et de pouvoir ainsi faire venir leurs familles et demander leur naturalisation. Il est évident que la preuve de cette résidence antérieure à 1970 sera très difficile à établir. De plus, la majorité des immigrés est entrée aux U.S.A. après, si bien que seuls un demi million d'immigrés sur huit millions pourraient bénéficier de cette mesure. A tous les autres, on reconnaît le droit de rester travailler aux conditions actuelles (c'est-à-dire sans droit de grève ni d'association, sans sécurité sociale, sans leurs familles, sans droit à la formation) pour les cinq années qui viennent, et ensuite... on verra : peut-être l'économie aura-t-elle encore besoin d'eux, peut-être pas... Qu'ils restent donc à la disposition du capital, d'autant qu'ils seront contraints dans ces conditions d'accepter tout, oppression, bas salaires, multiples vexations policières. En effet, si jusqu'à aujourd'hui, ils n'existaient tout bonnement pas selon la loi, et ne pouvaient donc aspirer à être traités comme des êtres humains, ils ont désormais une existence officielle, mais qui codifie l'interdiction pour eux de faire quoi que ce soit d'autre que de travailler en silence, à n'importe quelles conditions, et le droit et même le devoir pour la police de réprimer toute manifestation de vitalité de leur part. En somme, ils étaient hier trop nombreux pour qu'on ne soit pas contraint de reconnaître leur existence : aujourd'hui, leurs conditions d'existence inhumaines sont officiellement enregistrées. C'est ce que le *Monde diplomatique* de décembre 77 doit appeler « l'octroi d'un statut légal d'insécurité et d'infériorité », visant notamment à freiner l'activité de ces immigrés dans les syndicats ouvriers agricoles de l'Ouest qui avaient arraché quelques

améliorations de leurs conditions de travail dans ces dernières années.

Et le problème se reproduit tel quel pour ceux qui continuent à entrer illégalement aux U.S.A. ou sont entrés après le 1^{er} janvier 1977. On voit se dessiner en ce qui les concerne une tentative de réduction du flux migratoire (l'économie va vers une nouvelle crise...) et de blocage des ouvriers à la frontière mexicaine. Rien que dans les trois premières semaines d'août, on en a bloqué et arrêté 50.700, soit 50 % de plus que dans la même période de 1976. Le *Monde diplomatique* évalue à un million le nombre de clandestins qui ont été reconduits par l'appareil policier à la frontière mexicaine pour l'année 77 (contre 50.000 en 1965, par exemple).

En contrepartie, donc, d'une maigre satisfaction donnée à une minorité d'immigrés, le gouvernement a garanti aux capitalistes la continuation de leur exploitation, stabilisée et plus réglementée encore. Il est vrai qu'on a prévu des amendes pour les usines qui emploieraient des immigrés nouveaux arrivés. Les petites usines qui sont, avec les grandes fermes, les principaux employeurs

de main-d'œuvre étrangère, en ont été exemptées. Mais il est certain que de toute façon le contrôle accru qui en résultera, aura pour principal effet d'accroître encore l'insécurité des « déportés volontaires » (selon la terminologie officielle), soumis actuellement à une persécution qui atteint même à l'occasion les travailleurs naturalisés d'origine mexicaine en situation tout à fait régulière (voir encore le *Monde diplomatique*). Comment pourrait-il, en revanche, arrêter l'irrépressible tendance à l'émigration-immigration, provoquée par des facteurs objectifs que la crise va rendre encore plus pressants (la crise économique au Mexique a déjà entraîné une dévaluation de 100 %) ? Il faut tout l'ignoble chauvinisme inventé des syndicats comme l'A.F.L.-C.I.O. pour se déclarer satisfait de ces mesures. Il semble en revanche que des organisations de travailleurs agricoles américains, mais souvent immigrés de la génération précédente, aient refusé de soutenir ces mesures. C'est le devoir élémentaire de tous les travailleurs du pays d'immigration de s'opposer aux orientations chauvines et protectionnistes d'où qu'elles viennent, et d'appuyer activement leurs frères de classe immigrés.

En Sardaigne, un exemple de solidarité ouvrière

Le 4 novembre à Nuoro en Sardaigne, a eu lieu le procès de deux de nos camarades inculpés pour « menaces » pendant une grève d'octobre 1972 aux chantiers de Taloro. Nos camarades étaient alors délégués à l'entreprise Caldart et les ouvriers, qui les reconnaissaient comme les plus combattifs, avaient déjà exprimé une solidarité concrète à leur égard quand, pendant le mouvement, ils avaient été frappés de licenciement après avoir été destitués de leur poste de délégués par le syndicat : les ouvriers avaient alors imposé par la lutte la réintégration des camarades dans leur poste de délégués et dans l'usine.

La magistrature à cinq années de distance fait un procès, croyant peut-être que les camarades se retrouveraient complètement isolés par rapport à leurs camarades de travail : mais elle a trouvé devant elle des prolétaires qui s'étaient préparés à cette échéance, en considérant justement que de telles mesures touchaient directement la classe, puisqu'elles visaient à annuler les résultats acquis et à décourager les luttes pour la défense des conditions de vie, de travail et de lutte.

Les travailleurs de la Caldart ont donc

recherché et obtenu la solidarité des entreprises voisines, et surtout des travailleurs de l'ENI d'Ottana — où se développe justement ces jours-ci une large agitation — et ils ont fait pression pour que les organismes syndicaux locaux convoquent une assemblée, dans laquelle a été ensuite décidée l'action de solidarité avec les camarades inculpés.

Le jour du procès, la Caldart a été paralysée pendant toute la journée, et les autres entreprises du bassin de Taloro ont fait une heure de grève, tandis qu'à Nuoro se joignait aux « inculpés » une délégation nombreuse des ouvriers de la Caldart et des représentants du comité d'entreprise d'une usine de textile et chimie d'Ottana. Cette mobilisation, que ni les syndicats ni la magistrature n'avaient évidemment prévue, a été déterminante pour l'acquiescement de nos deux camarades.

Cet épisode confirme une fois de plus que la méthode qui consiste à élargir le front de lutte, et à travailler à le renforcer, est le seul moyen de s'opposer efficacement à la répression bourgeoise et aux manœuvres opportunistes contre les représentants les plus combattifs de la classe.

Presse du Parti

Le Prolétaire

(Suppléments - déc. 77)

◆ Supp. ALGERIE

- Non aux mots d'ordre du chauvinisme !
- Qu'a trahi Sadate, au juste ?
- La question du Sahara
- Emigration : la lutte contre les mesures Stoléro
- Solidarité avec les militants emprisonnés au Maroc
- Luttes ouvrières en Tunisie : la révolte de Ksar Hellal

◆ Supp. BELGIQUE

- A nouveau l'alternative : guerre ou révolution.
- La situation en Belgique.
- Le terrorisme et les philistins de la LRT et d'« Internationalisme ».
- Le 60^e anniversaire de la Révolution russe.
- Notes syndicales : Herstal, Anvers.
- Notes internationales : Argentine, Tunisie, Angleterre.
- Sur la naissance du PC belge.
- Critique de « Pour le socialisme ».

◆ Supp. SUISSE

- La démocratie se blinde
- A la F.T.M.H. : Haro sur les gauchistes
- « Manifeste 77 »
- P.C.S./M.L. et défense nationale
- Un seul refrain pour la bourgeoisie : exporter plus !
- L.M.R., P.D.T. et terrorisme

★

Kommunistisches Programm

il programma comunista

EL PROGRAMA COMUNISTA

EL COMUNISTA

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e dimanche de chaque mois, donc le 8 janvier et le 12 février, de 10 h à 12 h, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Amiens : le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h, au café Impéria, rue des Trois-Cailloux.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 h à 12 h (derrière l'Eglise) le premier dimanche de chaque mois.

● A Lyon : le premier vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 6 janvier et le 3 février.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt, soit le 7 janvier et le 4 février.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le troisième dimanche de chaque mois, soit le 15 janvier et le 19 février.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zülich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que le premier et le troisième samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, soit le 21 janvier et le 18 février, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE

BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926